

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation	02/09/2025	L'an deux mil vingt-cinq, le mardi neuf septembre, à 19h00 Le Conseil Municipal, légalement convoqué en session ordinaire, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de Monsieur le Maire, François GRANDEMANGE,
Conseillers en exercice	11	
Présents	8	
Absents	3	
Pouvoirs	1	

Présents : François GRANDEMANGE, Christian SAGET, Mélanie OSSANT, Nicole ROYER, Jean-Claude VAUGUET, Sylviane GRANDEMANGE, Sylvain DOLIVET, Séverine GRANDEMANGE

Excusé : Ludovic ROUABLÉ (pouvoir à Nicole Royer)

Absents : Valérie DION, Kévin ROSIER

Mélanie OSSANT a été désignée secrétaire de séance.

Nombre de votes exprimés : Pour : 9 - Contre : 0 - Abstention : 0

**DCM 22-2025 MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCTOVAL**

Vu l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),  
Vu l'arrêté préfectoral du 03 septembre 2024 portant la dernière modification des statuts de la CCTOVAL,

Considérant l'article L 5211-20 du Code Général des Collectivités qui indique que la modification des statuts est soumise à l'accord des communes membres qui disposent d'un délai de trois mois, à compter de la notification des délibérations citées ci-dessus pour se prononcer,  
Considérant que ladite délibération a été notifiée le 27 juin 2025 aux communes,

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que lors de son Conseil communautaire du 24 juin 2025, la Communauté de communes a modifié ses statuts.

L'intérêt communautaire d'une partie des compétences obligatoires et des compétences supplémentaires peut être défini par délibération à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Actuellement, l'intérêt communautaire est défini directement dans les statuts de la CCTOVAL. Il est proposé de définir l'intérêt communautaire des compétences dans une délibération et de proposer une nouvelle rédaction des statuts présentée dans l'annexe.

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

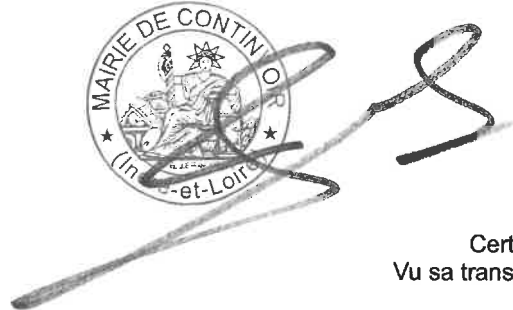
Après en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

AGEDI
Dépôt Sous-Préfecture de CHINON
<b>APPROUVE</b> la modification des statuts indiquée ci-dessus,
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 11/09/2025
037-213700826-20250909-DCM_22_2025-DE

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents inhérents à la présente décision.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,  
**François GRANDEMANGE**



Certifié exécutoire le  
Vu sa transmission en s/Préfecture  
le  
Affiché le

AGEDI Dépôt Sous-Préfecture de CHINON
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 11/09/2025 037-213700826-20250909-DCM_22_2025-DE

## STATUTS COMMUNAUTAIRES

AU 23 SEPTEMBRE 2025

### Les communes membres

La Communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire est composée des communes suivantes :

- AMBILLOU
- AVRILLÉ-LES-PONCEAUX
- BENAIS
- BOURGUEIL
- BRAYE-SUR-MAULNE
- BRÈCHES
- CHANNAY-SUR-LATHAN
- CHATEAU-LA-VALLIÈRE
- CINQ-MARS-LA-PILE
- CLÉRÉ-LES-PINS
- CONTINVOIR
- COTEAUX-SUR-LOIRE
- COUESMES
- COURCELLES-DE-TOURAIN
- GIZEUX
- HOMMES
- LA CHAPELLE-SUR-LOIRE
- LANGEAIS
- LUBLÉ
- MARCILLY-SUR-MAULNE
- MAZIERES-DE-TOURAIN
- RESTIGNÉ
- RILLÉ
- SAINT-LAURENT-DE-LIN
- SAINT-NICOLAS-DE-BOURGUEIL
- SAVIGNÉ-SUR-LATHAN
- SOUVIGNÉ
- VILLIERS-AU-BOUIN

### Le siège

Le siège de la Communauté de communes Touraine Ouest Val de Loire est fixé au :

2, rue des sablons – 37340 CLÉRÉ-LES-PINS

AGEDI Dépôt Sous-Préfecture de CHINON
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 11/09/2025 037-213700826-20250909-DCM_22_2025-DE

## COMPETENCES OBLIGATOIRES

**1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ;**

**2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du CGCT :**

- Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire selon la définition suivante (délibération D2017-09 du 25 avril 2017) :
  - Une zone identifiée au PLU (zone à vocation économique),
  - Se caractérisant par une continuité territoriale,
  - Faisant l'objet d'une maîtrise d'œuvre publique,
  - Regroupant au moins deux établissements.
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire par délibération
- Promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme.

**3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement :**

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- La défense contre les inondations et contre la mer ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
- L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins ou dans un système aquifère correspondant à une unité hydrographique.

**4° Création, Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains locatifs familiaux définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.**

**5° Collecte et traitement des déchets ménagers et déchets assimilés.**

**6° Mise en place d'un plan climat-air-énergie territorial conformément à l'article L.229-26 du Code de l'environnement**

Conformément à l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la reconnaissance de l'intérêt communautaire est déterminée par le conseil communautaire à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.